

Entretien

« Les Gazaouis risquent leur vie pour 1 kilo de farine »

Antoine Renard, directeur du Programme alimentaire mondial en Palestine, appelle à un cessez-le-feu dans l'enclave

Propos recueillis par Laure Stephan

Beyrouth - correspondance - Antoine Renard est directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) en Palestine. *Le Monde* l'a joint alors qu'il est en mission en Gaza.

Vous êtes à Gaza depuis lundi 28 juillet. Quels signes de famine constatez-vous ?

Les visages très émaciés que l'on voit sont un indice de la vague de faim en cours. A Deir Al-Balah, une mère de famille m'a dit passer parfois deux jours sans manger afin de nourrir ses trois enfants, auxquels elle n'est en mesure de donner qu'un peu de pain pita, et avoir perdu 20 kilos depuis le début de la guerre [en octobre 2023]. Les individus qui ont pu aider au cours des vingt-deux mois passés cette famille, déjà très pauvre avant le conflit, n'en ont plus les moyens : chaque foyer à Gaza est à un stade de survie.

Près de Khan Younès, un père de trois enfants, aux visages très fins, m'a rapporté qu'il s'était rendu, pour la première fois, à proximité des convois d'aide, parce que les systèmes de distribution alimentaire sont dans l'incapacité de fonctionner et qu'il n'y a plus qu'une soixantaine de cuisines collectives dans toute la bande de Gaza. Il a réussi à obtenir un sac de farine. Il pleurait en me parlant : un homme qu'il avait vu sur place avec son enfant était mort après avoir reçu une balle perdue. C'est vous dire le niveau de désespoir : les Gazaouis risquent leur vie pour 1 kilo de farine.

Vous parlez de vague de faim, pas de famine...

Selon l'alerte de l'IPC [un organe de surveillance de la faim dans le monde, soutenu par les Nations unies] lancée le 28 juillet [qui prédit une hécatombe, sans mesures urgentes], deux des trois conditions menant à la famine sont réunies, dont un taux de malnutrition de plus en plus aiguë – deux enfants sur dix sont malnutris. Le troisième critère est le nombre de décès : les hôpitaux sont submergés, aussi les statistiques disponibles sont insuffisantes pour permettre à l'IPC de déclarer une famine. Aujourd'hui, un demi-million de personnes sont en danger de famine. Une nouvelle évaluation est en cours : si la situation reste la même, si nous faisons face aux mêmes défis pour acheminer de la nourriture, il y a de fortes probabilités que nous basculions dans une famine généralisée.

Le PAM n'est plus en mesure de distribuer de la nourriture. Pourquoi ?

En raison du blocus *[sur l'aide humanitaire, imposé par les autorités israéliennes le 2 mars, avant un léger desserrement à partir de mai]* , nous avons dû cesser notre soutien à 25 boulangeries, puis à plus de 200 points de distribution, et à des cuisines collectives. Comme cela a été confirmé *[notamment par une étude de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, Usaid]* , notre assistance n'était pas détournée par le Hamas. Nos points de distribution venaient en aide aux personnes les plus faibles.

Notre difficulté pour les relancer, actuellement, est que nos convois sont pris d'assaut par une population affamée. Une véritable vague humaine, de centaines de milliers de personnes, déferle vers nos camions. Les gens se rassemblent près des points d'entrée *[de la bande de Gaza]* , où se trouvent des check-points *[de l'armée israélienne]* , parfois à moins de 50 mètres de ces positions. Nos collègues ne peuvent pas raisonner une population qui est dans un tel état de besoin. Ils constatent systématiquement des tirs de sommation partant des check-points.

Cela veut dire que vos camions arrivent en partie vides à vos entrepôts ?

Oui, les cargaisons n'y parviennent pas. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu pour mener plus calmement nos opérations. Les « pauses » *[dites tactiques, annoncées le 27 juillet par l'armée israélienne]* sont insuffisantes. Les bombardements se poursuivent, et la population n'a aucune assurance que nous pourrions continuer d'amener de la nourriture, malgré notre engagement en ce sens.

Notez-vous toutefois des améliorations ces derniers jours dans l'entrée de l'aide ?

Depuis le 23 juillet, nous avons pu faire entrer entre 60 et 80 camions par jour, et plus de 100, enfin, le 29 juillet. Cela représente, en une semaine, un volume de plus de 6 000 tonnes de nourriture (farine, rations alimentaires), soit environ 10 % des besoins de base mensuels (plus de 60 000 tonnes). Nous avons aussi accès à davantage de couloirs, notamment depuis l'Egypte. Mais la nourriture n'arrive pas là où elle devrait, en raison des vagues humaines dont j'ai parlé. Au moins les volumes à la hausse font-ils que le prix des denrées commence à baisser sur le marché.

Les largages aériens d'aide ont repris, menés par des pays arabes ou occidentaux. Qu'en pensez-vous ?

Un avion peut au mieux charger sept palettes d'une tonne chacune, contre au moins le double pour un camion. En outre, en raison du vent, des cargaisons atterrissent en dehors de la « zone humanitaire » censée être sécurisée, qui ne représente aujourd'hui que 10 % à 12 % de la bande de Gaza *[le reste étant sous ordre d'évacuation israélien ou en zone tampon]*. Ce n'est pas une solution. Les Gazaouis ne peuvent pas aujourd'hui se rendre de manière sécurisée à des points de distribution.

Que dites-vous à ceux qui contestent l'existence de la faim à Gaza ?

La malnutrition est bel et bien présente. Les agences des Nations unies ont un mandat de neutralité et d'impartialité : nous n'avons aucun intérêt à divulguer des informations ne correspondant pas à ce que nous voyons sur le terrain. Des Palestiniens se rendent dans les centres de distribution de la GHF *[la controversée Gaza Humanitarian Foundation, soutenue par Israël et les Etats-Unis]* , prêts à perdre leur vie – ils se font tirer dessus – pour avoir un

peu de nourriture. De même, des populations déferlent sur nos convois, et malheureusement font face à des tirs, faisant des victimes. N'est-ce pas là le signe d'une situation alarmante ? Il y a une vague de faim, ainsi qu'un manque d'accès à l'eau.

La hausse actuelle des volumes d'aide peut-elle infléchir cette situation ?

Je crains que non. L'aide qui entre est insuffisante. Et il n'y a jamais eu une telle précarité de l'assistance depuis le début de la guerre. Si nos convois sont autant pris d'assaut, c'est aussi parce que les routes que nous pouvons emprunter sont limitées. Le 28 juillet, nous avons été forcés de passer, à l'aller, avec nos véhicules blindés et nos camions vides, à travers les zones les plus densément peuplées de Deir Al-Balah et Khan Younès, en étant donc très visibles. Arrivés au niveau de Kerem Shalom, après avoir récupéré les cargaisons de nourriture, nous avons dû attendre trois heures et demie à un check-point d'avoir le feu vert pour repartir. A notre retour, sur les mêmes routes, se trouvaient des foules.

Pendant le cessez-le-feu [19 janvier-18 mars 2025], nous pouvions utiliser de multiples axes dans Gaza, et s'assurer ainsi qu'il n'y ait pas de pression humaine. Cela nous a permis de relancer graduellement nos stocks et nos points de distribution. Ces conditions n'existent pas aujourd'hui.

Ce que vous décrivez, n'est-ce pas une volonté délibérée d'entraver vos missions ?

C'est votre conclusion. La mienne est que nous avons besoin des conditions nécessaires pour atteindre la population : cela signifie notamment pouvoir utiliser diverses routes et qu'il n'y ait pas de tirs autour de nous. Je le répète : nous avons besoin d'un cessez-le-feu.